

Ligue des **droits de** **l'Homme**

FONDÉE EN 1898



Paris, le 16 novembre 2015

A l'attention des ligueuses et ligueurs

Réf.

600/15/PT/MT/FY

Cher-e-s ami-e-s,

Ce qui s'est passé à Paris vendredi soir relève de l'horreur absolue et suscite une immense émotion. En visant indifféremment des lieux publics, les terroristes ont voulu montrer que c'est toute la société française qu'ils visent.

Après une journée de sidération, des rassemblements spontanés se sont déroulés hier, un peu partout en France, permettant ainsi à des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants d'exprimer, ensemble, leur tristesse et leur solidarité. Beaucoup d'entre vous y ont sans doute participé.

Dès samedi, le gouvernement français a pris des mesures exceptionnelles : proclamation de l'état d'urgence et rétablissement des contrôles aux frontières.

Ces mesures exceptionnelles, qui viennent s'ajouter aux possibilités déjà ouvertes par les multiples lois antiterroristes votées depuis dix ans, peuvent répondre à l'urgence du moment. C'est le sens du communiqué que nous avons publié samedi.

Mais ces mesures ne sauraient perdurer sans porter atteinte aux libertés fondamentales. C'est pourquoi nous serons extrêmement attentifs aux mesures qui seront annoncées dans les jours qui viennent, et à leur mise en œuvre.

Depuis hier, et dans une véritable surenchère guerrière, la presque totalité de la classe politique française s'ingénie à multiplier les propositions sécuritaires, sans se soucier, ni de leur caractère constitutionnel, ni de leur faisabilité, et encore moins de leurs éventuelles conséquences néfastes. Comment interpréter différemment cette proposition de regrouper dans des centres d'internement tous les titulaires d'une fiche « S » (pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ») ?

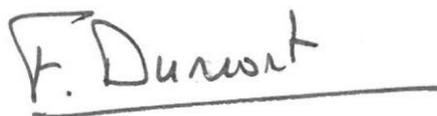
Nous attendons, du gouvernement, qu'il sache résister à des propositions qui, dans une sorte de fuite en avant, mettraient à mal notre démocratie et offriraient ainsi aux assassins la victoire dont ils rêvent.

Nous devons manifester le plus concrètement possible notre refus de toute discrimination.

. / ..

Depuis sa création, la LDH s'est toujours battue pour la protection des libertés, parce qu'elles sont les conditions mêmes de la démocratie. Dans ce moment d'une exceptionnelle gravité, ce combat est plus que jamais le sien. Il lui revient de favoriser tout dialogue ouvert, constructif, avec l'ensemble des forces qui veulent lutter contre le terrorisme, dans le respect des règles de la démocratie, et sans stigmatisation de telle ou telle catégorie de la population.

Je vous appelle à prendre toutes les initiatives nécessaires pour regrouper, autour de la LDH, celles et ceux qui sont attachés au respect de nos libertés.

A handwritten signature in black ink, reading "F. Dumont", written in a cursive style. The signature is positioned above a solid horizontal line that extends to the right.

Françoise Dumont
Présidente de la LDH